

1 Texte d'orientation politique de l'association La Bifurcation
2 Novembre 2024

3 Nous sommes des militantes et des militants de terrains, dotés d'une culture
4 militante commune : l'action collective et l'analyse critique méthodique. Nous avons
5 comme réflexe premier de construire des arcs de force larges tant avec des
6 organisations qu'avec les citoyen·nes. Nous sommes investi·es dans différentes
7 luttes syndicales, politiques ou associatives, écologistes, sociales ou pour la dignité
8 humaine. L'internationalisme, et l'écossocialisme et la République sociale, font partie
9 de notre boussole militante.

10 Le dérèglement climatique, la montée de l'extrême droite et la paupérisation de la
11 population comme conséquences des attaques par le capitalisme montrent qu'il
12 nous faut être uni·es. Le Nouveau Front Populaire, monté dans l'urgence d'élections
13 législatives inattendues, a pu battre le Rassemblement National et obtenir une
14 majorité relative. Pour autant le résultat des urnes n'est pas respecté par le
15 Président de la République. Pour autant le Rassemblement National a gagné en
16 audience, en voix et en député·es. Nous avons obtenu un sursis.

17 S'il y a urgence, il est aussi nécessaire de prendre le temps. Il est nécessaire de
18 distinguer le temps court d'un côté, de l'immédiateté dans laquelle sont
19 nécessairement embarquées les organisations politiques de gauche par souci de
20 rebondir à l'actualité, et de l'autre, le temps long, celui qu'une association politique
21 peut se permettre de prendre pour débattre et faire advenir l'écossocialisme et la
22 République sociale. Nous distinguons ainsi l'idée du faire et de l'agir : nous
23 concevons notre militantisme avec comme objectif l'émancipation du peuple. Il s'agit
24 alors de se former, de délibérer et d'agir. Nous aspirons à la transformation de la
25 société par elle-même.

26 Entre deux campagnes, sur du temps long, nous souhaitons proposer un
27 militantisme de fond axé sur la formation politique, un militantisme d'action pour bâtir
28 une société désirable pour toutes et tous et un refuge de camaraderie face à
29 l'extrême-droite.

30 La Bifurcation a pour objectif l'écossocialisme, c'est notre ligne directrice à toujours
31 renouveler et travailler au regard de l'évolution de la société. Face au recul des
32 conquises sociales et aux attaques réactionnaires, nous défendons la socialisation
33 économique, la dignité humaine et l'égalité.

34 C'est pourquoi nous proposons de construire un futur ensemble, sur les pratiques
35 essentielles que sont l'éducation populaire et une association démocratique
36 organisée, respectueuse des camarades. Nous proposons de construire
37 collectivement une organisation au contact avec la société civile et civique. Donner

38 l'envie d'agir ensemble, de militer selon ses moyens et de mener la bataille
39 culturelle.

40	1. Notre constat : offensive néolibérale, capitalisme, impérialisme, destruction des	
41	écosystèmes et de la dignité humaine.....	9
42	• 1.1. Les besoins fondamentaux de l'humanité sont menacés.....	10
43	1.1.1. L'eau : un bien commun vital source de tensions.....	10
44	1.1.2. L'alimentation en danger.....	10
45	1.1.3. Les turbulences du marché de l'énergie.....	11
46	1.1.4. Des difficultés d'accès à un logement décent.....	11
47	1.1.5. La santé ou le cynisme mortifère du gouvernement.....	12
48	1.1.6. La casse du droit du travail.....	12
49	• 1.2. La montée de l'extrême-droite et des pouvoirs réactionnaires : un fort recul de la	
50	dignité humaine.....	13
51	1.2.1. La réaction organisée : discours réactionnaires et haines globales.....	14
52	1.2.2. Le spectre du fascisme étend son voile sur l'Europe : recul des droits humains.	14
53	1.2.3. En France : le continuum bourgeois, du macronisme au fascisme.....	15
54	1.2.4. Un pouvoir macroniste de plus en plus réactionnaire qui met en danger la	
55	République.....	16
56	• 1.3. Le temps de l'urgence nuit à la construction d'une véritable vision politique à	
57	gauche.....	19
58	1.3.1. Le temps politique de la France Insoumise : le temps de l'urgence.....	19
59	• 1.4. De nouvelles forces pour construire l'écossocialisme en France et dans le monde :	
60	les jeunes, les femmes et les classes laborieuses !.....	20
61	1.4.1. Le retour de la jeunesse : moteur essentiel de la lutte.....	20
62	1.4.2. Féminisme : entre retour conservateur et prise de conscience, la vague violette	20
63	1.4.3. Lutte des classes : les classes laborieuses unies malgré tout !.....	22
64	1.4.4. La lutte contre les violences policières, à l'intersection entre lutte des classes	
65	et lutte contre le racisme.....	22
66	1.4.5. Contre les grands projets inutiles et imposés.....	23
67	2. Notre objectif révolutionnaire et émancipateur : l'écossocialisme.....	24
68	• 2.1. Face au capitalisme, l'écossocialisme !.....	24
69	• 2.2. Mettre en commun pour répondre aux besoins.....	25
70	2.2.1. La Sécurité sociale extensive et universelle.....	25
71	2.2.1.A. Le 100% Sécu dans la santé.....	26
72	2.2.1.B. Garantir un logement à chacun.e.....	26
73	2.2.1.C. La Sécurité sociale de l'Alimentation (SSA).....	26
74	2.2.1.D. Le droit au chômage.....	26
75	2.2.1.E. L'autonomie.....	26
76	2.2.1.F. Réinstaurer la démocratie sociale.....	27
77	2.2.2. La puissance publique au service de l'intérêt général !.....	27
78	2.2.2.A. Cotisations et impôts.....	27
79	2.2.2.B. La planification écologique et démocratique.....	27
80	2.2.2.C. Garantir l'égalité d'accès aux services publics sur le territoire.....	28
81	2.2.3. L'autogestion des travailleurs et travailleuses.....	29
82	2.2.4. La République, projet laïc et égalitaire pour la dignité humaine.....	30
83	La République et l'Universalité des droits contre les dominations.....	30

84	L'éducation et la recherche, base de la citoyenneté.....	31
85	Garantir l'accès à la culture à toutes et tous.....	32
86	Se protéger de l'extrême-droite et des réactionnaires !.....	33
87	• 2.3. Notre méthode : refonder une organisation écosocialiste.....	33
88	2.3.1. Le temps long comme stratégie politique.....	33
89	2.3.1.A. La méthode de l'éducation populaire.....	33
90	2.3.1.B. Repenser une stratégie internationale.....	34
91	2.3.2. Le rôle de La Bifurcation.....	35
92	• 2.4. La camaraderie comme point de départ.....	35
93	2.4.1. S'adapter aux réalités militantes.....	35
94	2.4.3. Lutter contre tous les systèmes de domination.....	37
95	• 2.5. Organisons-nous !.....	37

1. Notre constat : offensive néolibérale, capitalisme, impérialisme, destruction des écosystèmes et de la dignité humaine

À l'heure d'une perte d'hégémonie des États-Unis et des pays dits « occidentaux » ou du « Nord », de nombreux défis s'avancent devant nous. Cette perte d'influence laisse une situation d'accroissement des conflits à travers le monde. Alors que l'enjeu est celui de la solidarité entre les peuples et d'une diplomatie soucieuse d'avancer sur les enjeux cruciaux de ce siècle (changement climatique, pollution, pauvreté, retour des guerres impérialistes...), on assiste à une montée des tensions. Le monde multipolaire qui émerge charrie avec lui de nombreuses difficultés.

On observe ainsi une « désoccidentalisation » du monde par l'émergence de nouvelles puissances régionales (les BRICS¹, la Turquie, les pays de l'ASEAN², etc.). A la recherche de solutions pour faire circuler le capital et pour se maintenir dans un contexte de dérégulation climatique, les puissances impérialistes cherchent à étendre leurs dominations tant maritime, terrestre que dans l'espace extra-atmosphérique. Dans le contexte de compétition exacerbée pour l'approvisionnement en matières premières, pour la conquête de nouveaux débouchés ou encore pour maintenir des zones d'influences géopolitiques, servant les profits des puissances impérialistes, la guerre devient le moyen privilégié de cette compétition mortifère. Les conflits de haute intensité militaire rompent ainsi avec la forme de guerre asymétrique observée jusqu'ici : Ukraine, Haut-Karabagh, Israël-Palestine... D'autres points de frictions font craindre un embrasement similaire avec des conséquences qui s'annoncent dramatiques: Taïwan, mer de Chine...

L'offensive israélienne en Palestine et au Liban dépasse de loin le cadre du droit international sur plusieurs plans : risque génocidaire, colonisation, non-respect des accords de Genève, etc. Les ONG et l'ONU alertent. Les Etats occidentaux appellent au cessez-le-feu au Liban. Des mobilisations populaires ont lieu dans tout le monde occidental pour cesser les crimes en cours en Palestine contre les populations civiles et la destruction des infrastructures.

Par ailleurs, les conséquences du changement climatique engendrent des déplacements massifs de population, amenés à s'amplifier à court terme. Dans le monde, plus de 30 millions de personnes ont déjà été déplacées sous l'effet du réchauffement climatique !

Face à cette nouvelle donne, nous devons porter une voix forte pour affronter les défis de notre époque, au premier rang desquels figurent les questions sociale, écologique (dérèglement climatique) et politique. En effet, le capitalisme productiviste poursuit la destruction de l'écosystème et promeut l'exploitation des travailleuses et des travailleurs. Mais partout, la doxa néolibérale est contestée sur ses contradictions et ses dégâts, rendant nécessaire un changement de paradigme.

1 1Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

2 2Association des nations de l'Asie du Sud-Est

134 • **1.1. Les besoins fondamentaux de l'humanité sont menacés**

135 Dans ce contexte, marqué par le renforcement du changement climatique et les
136 logiques néolibérales et impérialistes, l'accès pour la population aux besoins
137 fondamentaux (eau, nourriture, énergie, logement, santé, dignité) est remis en cause
138 par des logiques néolibérales et impérialistes.

139 Même la ressource en oxygène est menacée ! Au-delà du marché carbone
140 européen, des Etats menacent directement des constantes vitales pour l'humanité.
141 Par exemple, le gouvernement de Jair Bolsonaro (2019-2023) a relancé le
142 déboisement massif de la forêt amazonienne en limitant les amendes et le contrôle
143 sur les terres. Plutôt que d'aider les paysan·nes à produire autrement en les aidant
144 financièrement à nourrir toute la population, la méthode néolibérale du
145 gouvernement a encouragé un processus agro-industriel portant gravement atteinte
146 à une partie des apports en oxygène à l'échelle mondiale.

147 1.1.1. L'eau : un bien commun vital source de tensions

148 Les tensions entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie sur le Nil ou encore entre le
149 Mexique et les États-Unis avec le Colorado rendent l'accès à l'eau de plus en plus
150 complexe pour les populations. Pendant que les États-Unis cherchent à alimenter en
151 eau leurs États du Sud-Ouest et le scandaleux fonctionnement d'une ville comme
152 Las Vegas, les agriculteurs et agricultrices au Mexique se retournent contre leur
153 gouvernement pour renégocier cet accord.

154 En France, l'exemple de la crise de l'eau à Mayotte est édifiant et à l'image de
155 nombreux autres départements. Elle s'explique par un ensemble de facteurs
156 hautement capitalistiques et de choix politiques écocides. Certes, la pluviométrie est
157 en baisse de 24 %, mais on estime encore supérieur le taux de fuite du réseau
158 notamment dû à la mauvaise gestion d'acteurs privés comme la Société Mahoraise
159 des Eaux. De plus, la destruction des surfaces d'agroforesterie favorisant l'infiltration
160 de l'eau dans les sols au profit de plantations parfois illégales de monocultures de
161 bananes ou de manioc renforce la perte. Parallèlement, Gérald Darmanin a préféré
162 mettre en avant l'argument fallacieux de l'afflux de population illégalement arrivée à
163 Mayotte.

164 1.1.2. L'alimentation en danger

165 Outre l'accès à l'eau, le système alimentaire mondial ne permet pas de nourrir
166 correctement la population mondiale. La prédation des entreprises capitalistes et la
167 violence impérialiste des États rendent difficile l'accès à la nourriture des
168 populations, alors que, depuis les années 80, la disponibilité alimentaire moyenne
169 globale est théoriquement suffisante pour nourrir toute l'humanité. La guerre en
170 Ukraine menée par la Russie de Vladimir Poutine, et les marges colossales
171 enregistrées par l'industrie agro-alimentaire (autour de 48% en 2023 contre 38% en
172 moyenne avant le Covid), entraînent l'économie mondiale dans un processus

173 d'inflation généralisée. Par conséquent, les prix explosent sur tous les continents.
174 Or, cette inflation touche d'abord les ménages ruraux et les plus pauvres puisque
175 l'alimentation représente une plus grande part de leurs dépenses.

176 Ainsi, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde se situe autour des
177 795 millions (dont l'immense majorité dans les pays « en voie de développement »).
178 En parallèle, 1,9 milliard de personnes sont en surpoids, dont 600 millions qui
179 souffrent d'obésité. La situation inflationniste actuelle amplifie ces phénomènes.
180 Pendant que la banque alimentaire et les associations doivent refuser du monde, le
181 gouvernement français s'oppose à des repas à 1 euro pour les étudiant·es !

182 Notre alimentation est menacée par l'omniprésence de pesticides. En 2023,
183 l'utilisation du glyphosate a été renouvelée pour dix ans par l'Union Européenne. La
184 France s'est abstenue sur le vote alors que Macron s'était engagé pour la fin du
185 glyphosate.

186 En 2024, 32% des Français·es se privent parfois ou régulièrement d'un repas par
187 jour, 79% des étudiant·es ne mangent pas à leur faim. Les agriculteurs et
188 agricultrices ont un taux de suicide largement supérieur au reste de la population
189 (605 suicides en 2019). Les prix des produits agricoles ont connu une forte inflation
190 ces dernières années (bien au-delà du taux moyen). La part des agriculteurs·trices
191 exploitant·es dans l'emploi total est passé de 7,1% en 1982 à 1,5% en 2019 ; 69%
192 d'entre eux/elles sont à leur compte et n'emploient pas de salarié·es, enfin ils et elles
193 déclarent travailler en moyenne 55 heures par semaine. Ce constat est celui d'une
194 agriculture soumis aux logiques concurrentielles dans le cadre d'accords de libre-
195 échange de plus en plus nombreux : produire toujours plus, avec toujours moins de
196 monde, et ne pas réussir à nourrir correctement l'ensemble de la population.

197 1.1.3. Les turbulences du marché de l'énergie

198 Les difficultés du secteur alimentaire sont en grande partie liées à la crise
199 d'approvisionnement en énergie. En 2022, la consommation énergétique à l'échelle
200 mondiale a encore augmenté, 3% de plus qu'avant le Covid. Toutefois, l'extraction
201 de ressources fossiles est de plus en plus coûteuse, de sorte que le taux de retour
202 sur investissement énergétique tend à l'effondrement ; il s'agit là d'un problème qui
203 risque de s'ancrer à long terme. Il faut ajouter à cela la désorganisation des circuits
204 internationaux par la pandémie ainsi que plusieurs événements en 2021 (blocage du
205 canal de Suez, incendie d'une usine gazière en Sibérie, suspension de la production
206 de pétrole dans le Golfe du Mexique par l'ouragan Ida). C'est dans ce contexte
207 global qu'est arrivée l'invasion de l'Ukraine par la Russie, rompant les circuits
208 d'approvisionnement. Par conséquent, l'année 2022 enregistre de fortes hausses de
209 prix sur les marchés de l'énergie. À cela, l'Union européenne et la France ajoutent la
210 libéralisation du marché de l'énergie et le démantèlement d'EDF³. Le prix du baril de
211 Brent s'est élevé de 40% par rapport à 2021 tandis que le prix du gaz sur le marché
212 européen a augmenté de plus de 130%.

213 Les conséquences sont terribles : en France, près de 31% des ménages déclarent
214 avoir des difficultés à payer leurs factures en 2023 et près de 12 millions de
215 Français·es sont en précarité énergétique.

216 1.1.4. Des difficultés d'accès à un logement décent

217 Selon la fondation Abbé Pierre⁴, en 2023, le mal-logement touchait 4,1 millions de
218 personnes en France et 12,1 millions de personnes ont des difficultés pour se loger.

219 Passoires thermiques, suroccupation, insalubrité, cherté du logement, spéculation,
220 punaises de lit, gentrification, ralentissement de la production de logement,
221 accessibilité (...) sont autant de problématiques exacerbées par les politiques
222 gouvernementales et européennes qui gangrènent la vie quotidienne de tout un
223 chacun·e.

224 Le gouvernement a une nouvelle fois attaqué les personnes les plus pauvres en
225 annulant la priorité de logement social des demandeurs DALO⁵ dans les quartiers
226 prioritaires de la ville. Souvent des personnes en grande précarité, vivant dans des
227 logements insalubres, trop petits pour leur famille ou pas adaptés pour le handicap.
228 93 000 personnes resteraient alors sur liste d'attente.

229 1.1.5. La santé ou le cynisme mortifère du gouvernement

230 Tout cela a des conséquences directes sur la santé, avec un système à bout de
231 souffle. Même durant la crise du Covid, la diminution du nombre de lits d'hôpitaux
232 s'est renforcée ! Le cynisme du gouvernement est un puits sans fond en la matière.
233 La valorisation tant attendue des métiers du soin et de la santé s'est arrêtée aux
234 derniers applaudissements sur les balcons.

235 La pression financière des jours de carence lors des arrêts de travail, la hausse des
236 risques psychosociaux et par exemple les difficultés à faire reconnaître le burn out
237 comme maladie professionnelle sont des facteurs de précarisation de la société.
238 Près de 700 personnes meurent chaque année sur leur lieu de travail !

239 Dans tout le pays trouver un·e médecin traitant·e est devenu un parcours du
240 combattant voire impossible, et en même temps les urgences ferment le week-end
241 voire totalement, tout comme les maternités. Obtenir un rendez-vous d'un·e médecin
242 généraliste ou spécialiste dans des délais décents (kinésithérapeutes,
243 ophtalmologues, dentistes...) devient l'exception qui confirme la règle. La réponse
244 du gouvernement, à son habitude, c'est de culpabiliser le peuple en proposant de
245 mettre des amendes aux patient·es n'ayant pas été présent·es à leur rendez-vous.

246 1.1.6. La casse du droit du travail

247 Le droit du travail est l'un des premiers combats de la Macronie. Sans répit, les

4 4Changement de nom en cours suite aux révélations de violences sexuelles du
5 fondateur

6 5Droit au logement opposable

248 attaques se succèdent. La réforme des retraites a remis en cause le droit au repos
249 des travailleurs et des travailleuses qui est une conquête historique de la lutte
250 syndicale. La Sécurité Sociale, principe fondateur de la République sociale, et les
251 questions de travail, par la place qu'elles prennent dans la vie, demeurent des
252 questions prioritaires pour l'ensemble des citoyen·nes de ce pays. La colère grandit
253 continuellement sur les salaires, les moyens de subsistance et les conditions de
254 travail, mais son expression est limitée dans les entreprises et les services publics.
255 Les travailleurs et travailleuses, en permanence attaqué·es et détourné·es de
256 nouveaux possibles, s'éloignent de l'organisation collective et de l'émergence de
257 luttes pour des nouvelles conquêtes sociales. L'ubérisation du travail orchestrée par
258 Emmanuel Macron sert cet objectif : asservir des travailleurs et travailleuses
259 progressivement paupérisé·es. Les employé·es se transforment progressivement en
260 faux-indépendants, auto-entrepreneurs sans droits, sans la possibilité de réel
261 dialogue social. Si on l'a observé tout d'abord chez les livreurs et les chauffeurs, ce
262 sont désormais d'autres sphères qui sont touchées : les aides-soignantes par
263 exemple. Des travailleurs et travailleuses payé·es à la tâche et non à l'heure, sans
264 Sécurité Sociale, sans chômage, sans congés, c'est un énorme risque de
265 paupérisation de la société. Ce sont tous les conquies sociaux qui partent en fumée
266 au profit des entreprises. Et en même temps, Macron et ses gouvernements
267 stigmatisent les privé·es d'emploi, du « il suffit de traverser la rue pour trouver un
268 emploi » puis la réforme de l'assurance chômage et dernièrement à la « loi pour le
269 plein emploi » avec France travail. Cette dernière loi conditionne le RSA⁶ à 15
270 heures d'activités obligatoires. En revanche, aucun moyen supplémentaire pour
271 accompagner les privé·es d'emploi. La droite en rêvait, Macron l'a fait.

272 Dans les rapports de lutte des classes, la situation des agriculteurs et agricultrices
273 se polarise : dans la grande production, certain·es deviennent de vrai·es capitalistes,
274 mais la plupart travaillent plus, partent à la retraite plus tard et sont moins bien
275 payé·es (ramené au temps de travail) que la moyenne des actifs et actives. Pour
276 ajouter aux difficultés, beaucoup sont victimes des produits toxiques qu'ils utilisent
277 en arrosant leur production. L'accès aux terres est compliqué sauf héritage et
278 l'endettement des agriculteurs et agricultrices est élevé. Le monde agricole connaît
279 près d'un suicide par jour...

280 Bien que le femmes représentent 50% de la population, l'inégalité règne dans le
281 monde du travail. Elles touchent 28,5% de moins en salaire que les hommes (16,8%
282 à temps de travail égal). Femmes et hommes n'exercent pas les mêmes emplois.
283 Les métiers dits féminisés et les postes majoritairement exercés par des femmes
284 sont aussi souvent déconsidérés et les moins bien payés.

- **1.2. Une bourgeoisie qui explore des formes politiques diverses afin de sauver le capitalisme : néolibéralisme, fascisme, conservatisme.**

Les médias de masse nous vendent une logique politique en trois blocs au lendemain des législatives : gauche, macronisme, extrême-droite. En réalité, des néolibéraux à l'extrême-droite en passant par la droite conservatrice, seul le sauvetage du capitalisme compte dans une forme d'ordolibéralisme. Face à différentes forces qui se construisent : luttes féministes, luttes pour le climat, mouvements sociaux, marche contre le racisme, soutien aux migrant·es, la réaction s'organise. Elle est soutenue par la bourgeoisie qui y voit un débouché politique. Cette réaction est le moteur d'un processus qui peut mener à nouveau à un pouvoir autoritaire, notamment dans un contexte d'atomisation de la société.

1.2.1. La réaction organisée : discours réactionnaires et haines globales.

A travers le monde, la diffusion de discours réactionnaires produits par d'anciens dirigeants, comme Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, actuellement avec Javier Milei en Argentine, participe à la confusion des idées politiques et remet en cause la démocratie dans le monde. La réduction des libertés publiques et les discours racistes et discriminants sous-tendent un ordre ordolibéral en quête de destruction des services publics et de dignité humaine. Partout, la *trumpisation* des débats politiques par la simplification des idées amène des personnalités populistes à une nouvelle notoriété. C'est le cas au Portugal, où le leader de Chega (parti d'extrême-droite), André Ventura, est un ancien commentateur sportif. Les tribunes médiatiques sont de plus en plus sollicitées par la bourgeoisie d'extrême-droite, en France, elle rachète nombre de médias de masse : les éditions Hachette, BOLLORÉ et CNEWS, non sans provoquer des résistances (rachat de Marianne).

Emmanuel Macron, sous couvert de chasse aux « fake news », a produit ou reproduit avec son gouvernement des termes en dehors de toute réalité pour qualifier ses adversaires politiques : « islamo-gauchiste », « éco-terroriste », reprenant à son compte la stratégie confuse de l'extrême-droite. Cette stratégie de diversion permet au gouvernement de rester dans le déni face à la crise sociale, environnementale, ou encore géopolitique. Ce processus de confusion participe de ce fait à la dynamique réactionnaire. Pire, le macronisme a tenté d'exclure la gauche de l'« arc républicain » pour y intégrer le Rassemblement National et Michel Barnier, des « Républicains » pour les rassembler. La droite conservatrice n'est plus le rempart mais au contraire la courroie de transmission entre les droites extrêmes. Par exemple, Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, n'a pas attendu 24h après sa nomination afin de parcourir tous les plateaux de télévision pour faire part de sa pensée anti-immigration. Pendant les législatives, ce même rempart s'est fendu au moment où Eric Ciotti, président des LR a rejoint le RN.

324 1.2.2. Le spectre du fascisme étend son voile sur l'Europe : recul des droits
325 humains.

326 Partout en Europe on observe depuis une dizaine d'années le retour de l'extrême-
327 droite. Dans un monde multipolaire, la construction d'une internationale fasciste⁷ est
328 un objectif pour elle. En Europe, elle invoque le suprémacisme blanc et la logique de
329 bloc civilisationnel afin de prendre le pas sur l'intérêt général humain. Il s'agit pour
330 elle de développer une nouvelle forme de solidarité entre les nations, sur des
331 fondements racistes, ethniques et religieux. Dans ce cadre par exemple, Israël
332 incarnerait le fer de lance aux confins du monde blanc et occidental face à une
333 prétendue civilisation arabo-musulmane.

334 Alimentée par la théorie du "grand remplacement", une politique migratoire
335 inhumaine se poursuit également à l'initiative des gouvernements d'extrême-droite et
336 par l'entremise des dirigeants néolibéraux. Ainsi, Emmanuel Macron a rencontré
337 plusieurs fois Giorgia Meloni à l'été 2023 dans l'objectif d'empêcher les "flux
338 entrants". Les réfugié·es, migrant·es et demandeurs et demandeuses d'asile sont
339 désormais des flux qu'il convient d'abandonner à nos frontières ; « la mer
340 Méditerranée est une fosse commune » (Erri de Luca). Des murs anti-réfugié·es ont
341 désormais été érigés des pays baltes à la Grèce en passant par la Pologne, la
342 Hongrie et la Bulgarie. En Afrique, l'Espagne conserve ses « remparts » dans les
343 enclaves de Ceuta et Mellila.

344 1.2.3. En France : le continuum bourgeois, du macronisme au fascisme

345 Malgré son échec aux élections législatives face au Nouveau Front Populaire, la
346 percée du Rassemblement National aux dernières élections inquiète. Pourtant,
347 Jordan Bardella reste un fantôme dans les couloirs du Parlement européen. De son
348 côté, Marine Le Pen est encouragée dans son processus de normalisation par la
349 nomination d'un gouvernement complaisant avec le RN. Mais derrière la façade, le
350 RN reste un parti raciste, xénophobe et continue à voter des lois néolibérales. Ses
351 liens avec l'extrême-droite national-révolutionnaire et néonazie sont étroits et la
352 distinction souvent faite d'une extrême-droite institutionnelle d'un côté et "de la rue"
353 de l'autre n'est plus valable. Les affaires d'assistants parlementaires mettent en
354 évidence ses liens.

355 De plus en plus, les penseurs et groupes d'extrême-droite font mine d'investir le
356 terrain des luttes traditionnelles de la gauche. En réalité, leurs idéologies vident
357 toutes ces luttes de leur portée émancipatrice. Pire, elles arrivent à les transformer
358 afin d'en faire à nouveau des combats racistes, notamment islamophobes et
359 antisémites, misogynes, homophobes ou transphobes. C'est le cas de certains
360 mouvements fémonationalistes comme le collectif Némésis qui luttent pour le
361 maintien du système patriarcal. On observe le même phénomène avec le
362 développement d'arguments homonationalistes. Ces courants ont comme point

363 commun d'énoncer que toutes les violences sexistes et homophobes sont dues aux
364 migrant·es et aux musulman·es.

365 L'extrême-droite investit de la même manière le terrain de l'écologie. On assiste à
366 une « écologisation du fascisme », « l'écofascisme » (Antoine Dubiau). En effet, une
367 partie de l'extrême-droite développe un discours naturaliste. Pour elle, il faudrait
368 maintenir les « races » dans leur environnement naturel. La culture ou le socialisme
369 aurait éloigné l'espèce humaine de la nature. L'attentat de Christchurch en 2019, où
370 51 personnes sont mortes, en est une conséquence directe. « L'immigration et le
371 réchauffement climatique sont les deux faces du même problème » selon l'auteur de
372 l'attentat.

373 Une présidence bourgeoise contre l'égalité ! Le gouvernement impose ses lois de
374 finances à coup de 49-3 afin d'empêcher le vote sur la hausse de l'imposition des
375 dividendes ou l'impôt universel. Macron préside pour les plus riches.

376 Macron, contre la fraternité et la sororité ! Le néolibéralisme affaiblit chaque jour
377 davantage les services publics pourtant primordiaux afin de garantir le lien social
378 entre citoyens et citoyennes. Les services publics sont tous confrontés à des
379 problèmes similaires : bas salaires, manque de postes, intrusion des méthodes de
380 management du privé, multiplication des partenariats public-privé, affaiblissement du
381 statut et contractualisation massive. La loi de transformation de la fonction publique
382 de 2019 sape le statut des fonctionnaires et affaiblit la place des syndicats dans les
383 négociations collectives.

384 L'État bafoue la laïcité ! Emmanuel Macron sort de son rôle et s'immisce de plus en
385 plus dans les affaires religieuses. Ainsi, il assiste à une messe en présence du Pape
386 François pour la première fois pour un président français depuis 43 ans. Macron
387 recherche l'appui du pouvoir religieux et lui fait allégeance. De plus, dans un
388 contexte social et économique aussi tendu dans le pays, la stratégie du bouc
389 émissaire développée par Darmanin et l'extrême-droite met en danger nos
390 compatriotes musulman·es. C'est un coup double pour le RN⁸.

391 Plus largement, c'est le fondement démocratique de la République qui est attaqué,
392 dans sa dimension politique, sociale et populaire. Le Président de la République ne
393 respecte pas le résultat des urnes. La démocratie au travail, la démocratie dans la
394 rue, sont mises en danger. Les mouvements sociaux comme celui des Gilets Jaunes
395 sont criminalisés. Depuis des années, les gouvernements successifs ignorent et
396 brutalisent les mouvements sociaux, y compris les plus massifs et populaires comme
397 l'a montré la lutte contre la réforme des retraites ! La représentation a été bafouée à
398 l'Assemblée Nationale par les multiples 49-3, et autres pratiques pour affaiblir la
399 démocratie. La séparation des pouvoirs est bafouée : avant la nomination du
400 gouvernement Barnier, des ministres démissionnaires ont pu être élu·es député·es
401 et voter à l'élection du Président de l'Assemblée Nationale.

402 La police est utilisée comme bouée de sauvetage d'un gouvernement et d'une
403 Cinquième République à bout de souffle. Les appels du pied du gouvernement aux
404 policiers sont nombreux, répondant favorablement aux revendications de leurs
405 syndicats les plus réactionnaires (possibilité pour la police de sortir avec son arme
406 hors service par exemple), avec un gouvernement qui ne réagit pas lorsque ces
407 mêmes syndicats font des communiqués appelant clairement à tuer une partie de la
408 population (comme à Mayotte). Lors des mouvements sociaux, elle n'est pas là pour
409 assurer le bon déroulement de la manifestation, mais devient principalement un outil
410 d'intimidation, d'interpellation et de répression.

411 Les libertés privées et publiques sont aussi remises en cause par l'action de grands
412 groupes capitalistes. Les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Microsoft) résistent
413 à l'impôt et tentent de s'imposer face aux États, remettant là encore en cause les
414 enjeux démocratiques. Par ailleurs, le macronisme affaiblit la démocratie en
415 accumulant les scandales d'État (Benalla, Dupont-Moretti, McKinsey, Kohler).

416 Enfin, Macron met la jeunesse au pas. Pourtant, nombreuses et nombreux sont les
417 jeunes traumatisé·es par cette période. Rappelons qu'après la crise sanitaire du
418 Covid19, plus d'un jeune sur deux a avoué avoir eu des idées suicidaires. En lieu et
419 place d'un schéma d'émancipation, le gouvernement prépare depuis des années
420 une nouvelle forme d'encadrement et de contrôle de la jeunesse avec le SNU⁹. Ce
421 dernier profite de la dérive sécuritaire ambiante. Ajoutons à cela la casse de
422 l'enseignement professionnel, avec la réforme du baccalauréat professionnel.

423 • **1.3. Le temps de l'urgence nuit à la construction d'une véritable vision**
424 **politique à gauche**

425 1.3.1. Le temps politique de la France Insoumise : le temps de l'urgence

426 En réponse à ces attaques, la France Insoumise est en première ligne et essaye
427 d'organiser la riposte. Ces huit dernières années, la France insoumise a su s'étendre
428 sur le territoire et devenir la première force de gauche avec la stratégie de l'Union
429 populaire, permettant la création de la NUPES¹⁰ et de multiplier de façon
430 conséquente le nombre de député·es à l'Assemblée nationale tout en coordonnant
431 des campagnes et mobilisations d'ampleur. Mais le temps politique qu'elle fixe est
432 celui du calendrier parlementaire. Cela peut s'expliquer par le fait que les
433 responsables de la France Insoumise sont majoritairement des député·es et que le
434 mouvement doit accompagner leurs combats à l'Assemblée. Ainsi, la densité du
435 travail parlementaire, le lien avec l'actualité médiatique en continu et les violences
436 subies par nos camarades député·es ne leur permettent pas de construire une vision
437 politique de long terme pour le pays. Nous vivons dans l'urgence permanente, ce qui
438 impose un devoir de réponse rapide. Par conséquent, si l'Union Populaire semble
439 être la stratégie pour la prise de pouvoir, LFI¹¹ semble incapable aujourd'hui de
440 construire en récit et en acte le monde qu'elle désire : le programme est un socle

11 9Service National Universel

12 10Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale

13 11La France Insoumise

441 commun, auquel doivent s'ajouter une doctrine et une grille d'analyse politiques pour
442 les militant·es.

443 L'institut la Boétie, prévu pour pallier ce souci, se heurte à plusieurs écueils. Malgré
444 un haut niveau de formation politique, ses productions de qualité ont davantage
445 vocation universitaire que militante. Le fonctionnement par promotion d'élèves sur
446 candidature a pour objectif de former des cadres politiques. Or, la formation militante
447 initiale n'est pas la même dans tous les groupes d'action de la France insoumise.

448 La Bifurcation doit s'inscrire dans une autre logique : celle de la formation qui libère
449 et qui prépare chacun·e à changer le monde.

450 1.3.2. Le Nouveau Front Populaire : l'union à maintenir

451 L'urgence de la dissolution du 8 juin 2024 a engendré la création du Nouveau Front
452 Populaire (NFP) : alliance des partis de gauche avec le soutien d'associations et de
453 syndicats. Pour la première fois depuis des décennies, des syndicats appellent
454 ouvertement à voter et font campagne pour le NFP. La dissolution provoquée par E.
455 Macron consécutivement au résultat du Rassemblement National à l'élection
456 européenne, a provoqué la mobilisation de milliers de personnes pour empêcher
457 l'extrême-droite d'accéder au pouvoir. La situation amène les associations, collectifs
458 à s'unir et se compléter. Grâce à des camarades formé·es de divers horizons
459 politiques dont La Bifurcation, des initiatives, telles que les Convois de la victoire ont
460 vu le jour : en contact avec les équipes locales NFP, les organisateurs
461 coordonnaient des départs de militant·es via un·e référent·e qui les accompagnait et
462 les formait. Souvent premier engagement militant, ces convois étaient formés
463 majoritairement de femmes trentenaires qui préféraient se mobiliser sur une durée
464 fixe avec un objectif clair plutôt que de rejoindre un parti politique pour y militer. Cet
465 élan suscité par l'annonce de la création du NFP puis son score aux élections
466 législatives doit être maintenu sur le terrain. Après la résignation provoquée par
467 l'échec de la NUPES, le NFP ne doit pas être perçu uniquement comme un accord
468 électoral contextuel mais comme un combat commun pour la prise du pouvoir à
469 mener à tous les échelons et avec toutes les forces qui luttent.

470 • 1.4. De nouvelles forces pour construire l'écosocialisme en France et 471 dans le monde : les jeunes, les femmes et les classes laborieuses !

472 Malgré un constat peu réjouissant à plusieurs échelles, nous pouvons aussi noter
473 l'existence de plusieurs forces à même de poursuivre la lutte pour l'écosocialisme !

474 1.4.1. Le retour de la jeunesse : moteur essentiel de la lutte.

475 Les luttes écologistes, principalement portées par la jeunesse, trouvent un écho
476 important dans les revendications populaires qui associent systématiquement le
477 social et l'écologie. Cette jeunesse est porteuse de principes : antiracisme comme
478 on l'a vu au moment des manifestations pour Gaza, Nahel, féminisme, écologie. À la

479 jonction, elle est un soutien majeur des milieux associatifs, dans l'accueil des
480 migrant·e·s notamment.

481 Malgré l'éclatement des syndicats lycéens et étudiants, les jeunes ont réussi à se
482 mobiliser contre Parcoursup et la réforme des retraites. C'est grâce à ces
483 dynamiques que l'Union Étudiante et l'Union Syndicale Lycéenne émergent et
484 travaillent à l'organisation de la jeunesse lycéenne et estudiantine. La lutte contre le
485 SNU et pour la défense de l'enseignement professionnel devient alors une priorité de
486 lutte lycéenne que nous saluons.

487 Par ailleurs, lors des présidentielles, Jean-Luc Mélenchon a été le premier candidat
488 chez les jeunes. Ainsi, malgré une abstention toujours importante, cela montre une
489 forte volonté de transformation sociale de la part des plus jeunes !

490 1.4.2. Féminisme : entre retour conservateur et prise de conscience, la vague
491 violette

492 En 2017, le mouvement #MeToo a permis la médiatisation de la parole des femmes
493 sur les violences sexistes et sexuelles subies. Ce mouvement a déclenché de
494 grandes mobilisations partout dans le monde manifestant la détermination et la
495 solidarité de femmes qui ne se tairont plus. Les Chiliennes *Las Tesis* ont vu leur
496 chorégraphie « *Tu eres el violador* » parcourir le monde. Ces mobilisations ont fait
497 émerger dans le débat public international la question du viol et du consentement,
498 une avancée majeure pour l'émancipation des femmes. Le violet est devenu le
499 symbole de ces luttes.

500 Ainsi, en Espagne, le Ministère de l'Égalité avec anciennement à sa tête Irene
501 Montero pour Podemos a fait adopter une loi « *Solo sí es sí* » sur le consentement
502 sexuel et la liberté sexuelle qui renverse la charge de la preuve : en cas de plainte,
503 c'est désormais au présumé violeur de montrer que la femme était d'accord pour
504 avoir cette relation sexuelle et non l'inverse. Promesse de campagne, la loi a été
505 promulguée dans la hâte. La suppression de la distinction entre "abus" et "agression"
506 est censée annuler l'idée que certains actes seraient moins graves que d'autres.
507 Certains juges ont vu l'occasion de pouvoir réduire les peines d'agresseurs. De cet
508 exemple, nous tirons que le temps de la réflexion, du travail collectif et de la mise en
509 contradiction doit être celui qui nous permet de construire au mieux.

510 En France, on voit le nombre de plaintes pour violences conjugales augmenter de
511 15%, cela signifie que le travail engagé par les réseaux féministes a fonctionné et
512 que de plus en plus de femmes dénoncent les violences qu'elles vivent.

513 Par ailleurs, l'État joue contre les femmes. Dans le gouvernement précédent, la
514 nomination de Gérald Darmanin, accusé de viol, au Ministère de l'Intérieur légitime le
515 fait de pouvoir être accusé de viol et avoir de hautes responsabilités, annihilant ainsi
516 toutes les souffrances des victimes.

517 Le procès des viols de Mazan montre l'horreur de la culture du viol et de la
518 domination masculine. Elles peuvent être dénoncées grâce au courage de Gisèle
519 Pelicot qui a rendu son procès public.

520 Les violences sexistes et sexuelles se trouvent là où on ne les attend pas forcément,
521 proches et membres de la famille. Elles se trouvent aussi chez des hommes aux
522 actes reconnus qui usent de leur pouvoir pour agresser leurs victimes, y compris
523 dans notre camp social. C'est le cas par exemple de l'Abbé Pierre (nous pourrions
524 en citer d'autres). Nous devons rester à l'écoute, accompagner et former, afin que
525 l'omerta n'existe plus et que ces actes ne soient plus possibles.

526 Face à ce mouvement d'émancipation, un *backlash* (retour de bâton) masculiniste
527 s'installe dans le paysage. On a pu le constater dans la société mais également
528 dans les partis politiques : après 2017, des organes tels que des cellules d'écoute se
529 sont mis en place, à tâtons ; mais la réaction est sévère lorsque l'organisation n'est
530 pas fondamentalement convaincue de son utilité et de son bien-fondé. De surcroît,
531 les militantes qui s'occupent de ces cellules sont souvent menacées, invisibilisées
532 ou dévalorisées, mettant en danger leur propre équilibre. Cependant, les organes de
533 luttes contre les violences sexistes et sexuelles de ces organisations politiques,
534 syndicales et associatives continuent à se coordonner dans l'idée d'être plus fortes
535 ensemble et de trouver les pratiques les plus appropriées pour gérer ces
536 problématiques.

537 Le pouvoir conservateur amène à la régression des droits fondamentaux des
538 femmes. Si en France, le droit à l'IVG est entré en 2024 dans la Constitution grâce
539 au travail de la France insoumise, les planning familiaux manquent de moyens et
540 continuent de fermer. Aux Etats-Unis, depuis 2022, l'arrêt *Roe vs Wade* a été
541 annulé. Il garantissait le droit à l'avortement sur tout le territoire. Désormais, il est
542 interdit d'avorter dans 18 Etats et d'autres sont aussi menacés de connaître la même
543 peine.

544 Le patriarcat règne en maître. Partout où les forces réactionnaires prennent le
545 pouvoir, les premières à en être victimes sont les femmes. En Iran, suite à
546 l'assassinat de Masha Amini pour un voile « mal porté » par les gardiens de la
547 révolution, un grand mouvement de résistance et de contestation face au régime
548 s'est mis en place.

549 À toutes ces attaques, nous répondons « Femmes, Vie, Liberté » ! Nous sommes et
550 serons solidaires de nos sœurs.

551 1.4.3. Lutte des classes : les classes laborieuses unies malgré tout !

552 Le début de l'année 2023 avait été marqué par de fortes mobilisations syndicales et
553 populaires contre la réforme des retraites imposée par un gouvernement minoritaire
554 à l'Assemblée Nationale et dans le pays. L'intersyndicale s'est réunie pour la
555 première fois depuis près de 30 ans et a tenu ! L'engagement militant a permis

556 d'atteindre un haut niveau d'information dans la population. Plus de 90% des
557 travailleurs et travailleuses s'opposaient à cette réforme ! Malheureusement, la
558 mobilisation bien que massive n'a pas bouleversé les rapports de force entre les
559 classes, ni engendré un mouvement de grève générale, à même de bloquer
560 l'économie du pays. En effet, bien qu'historique par son ampleur, cette mobilisation a
561 dû faire face à un gouvernement qui se retranche de plus en plus dans ses réflexes
562 autoritaires, propres au fonctionnement des gouvernements néolibéraux, l'utilisation
563 massive du 49-3 étant la traduction juridique de cette gouvernamentalité.

564 1.4.4. La lutte contre les violences policières, à l'intersection entre lutte des
565 classes et lutte contre le racisme.

566 Les violences policières, notamment celles visant les personnes racisées (très
567 souvent des jeunes hommes habitant dans des quartiers pauvres) ne sont pas un
568 phénomène nouveau. Les luttes contre ces violences, portées souvent par les
569 familles et les proches des victimes de ces violences, ne sont pas non plus
570 nouvelles. Elles ont cependant trouvé un écho et une mobilisation grandissante ces
571 dernières années, malheureusement avec en parallèle une libération et une
572 légitimation de la parole et des actes racistes dans la police, les personnalités
573 politiques et le reste de la population.

574 Le gouvernement contre la liberté ! De son côté, Darmanin s'était fait une fierté
575 d'aller parfois plus loin que Marine Le Pen qu'il trouve « trop molle » ! L'ex premier
576 flic de France couvre ses fonctionnaires lorsqu'ils sont auteurs de violences et
577 utilisent des techniques condamnées à plusieurs reprises par des organisations
578 internationales. De plus, une véritable offensive est en cours contre les libertés
579 publiques sous ce quinquennat, mais aussi sous les précédents. Sans revenir sur
580 plus de 15 ans de réductions des droits nous pouvons citer :

- 581 • des menaces sur la liberté associative (menaces sur la subvention de la LDH,
582 dissolutions et tentatives de dissolution de groupes ou associations opposées
583 au gouvernement comme les Soulèvements de la Terre),
- 584 • des lois liberticides, comme la loi Sécurité globale de 2021, qui renforce les
585 pouvoirs de la police municipale, permet aux policiers et gendarmes hors
586 services de conserver leurs armes, etc.
- 587 • des interpellations abusives, comme celles des deux syndicalistes CGT¹²
588 dans le Nord qui ont été interpellés pour un communiqué sur la Palestine,
- 589 • des interdictions de rassemblements et de manifestations.

590 Il est important que le La Bifurcation continue de se mobiliser contre les violences
591 policières ainsi que le racisme sous toutes ses formes.

592 1.4.5. Contre les grands projets inutiles et imposés.

593 Les libéraux tiennent à tout prix à conserver leur modèle productiviste du XX^{ème}
594 siècle et pour cela, ils projettent la construction de méga-bassines comme à Sainte-
595 Soline. Dans les Deux-Sèvres, à Notre-Dame-des-Landes, contre l'A69, le Lyon-
596 Turin, comme partout dans le pays, nous nous soulevons contre ces grands projets
597 inutiles et imposés.

598 **2. Notre objectif révolutionnaire et émancipateur : l'écossocialisme**

599 Face aux crises, notre association défend une vision qui s'inscrit dans le temps
600 long : l'écossocialisme. Cette temporalité ne s'oppose pas à l'« agir vite », il s'oppose
601 à l'urgence : on agit mieux lorsqu'on a une vision globale. Cela ne se fera pas
602 toutefois sans temps démocratique. Face à l'ordre établi, nous devons réaffirmer la
603 dignité humaine dans ce pays en aboutissant à une harmonie républicaine : liberté,
604 égalité, fraternité et bâtir la VI^{ème} République, sociale, écologique et laïque !

605 **• 2.1. Face au capitalisme, l'écossocialisme !**

606 L'écossocialisme est un projet politique socialiste et radicalement anticapitaliste. Il
607 vise à résoudre la contradiction primordiale du capitalisme : une accumulation de
608 richesses infinie malgré la finitude de la matière disponible. En effet, ce constat
609 oblige le capital à sans cesse réduire les coûts de production puisque la matière
610 devient plus rare, plus difficile à extraire et donc plus chère. Ainsi, la bourgeoisie,
611 propriétaire des moyens de production, attaque la rémunération des travailleurs et
612 travailleuses, ou leurs conditions de travail, afin de continuer à capter la plus-value,
613 notamment sous forme de dividendes. L'exploitation est aussi maintenue en cassant
614 le droit du travail ou le droit syndical. Par conséquent, la classe laborieuse est la
615 première à subir la prédation du capitalisme et du productivisme sur les ressources
616 et les conséquences de la crise écologique. C'est pourquoi, les luttes écologistes et
617 les luttes sociales sont indissociables.

618 L'écossocialisme répond à cette contradiction en prenant en compte ces rapports de
619 production sur plusieurs plans :

620 1) Dans les entreprises privées : ce modèle propose aux travailleurs et
621 travailleuses de s'approprier l'appareil productif par la socialisation afin de cesser
622 l'exploitation à la fois du travail mais également des ressources naturelles.
623 L'écossocialisme porte donc un projet écologique et social émancipateur. C'est le lieu
624 de la sobriété économique et énergétique.

625 2) Pour les services publics : les productions nécessaires et vitales pour
626 l'humanité doivent faire l'objet d'un soin particulier à travers la défense et le
627 développement des services publics. C'est par les services publics qu'on pourra au
628 mieux distribuer et répartir ces ressources. La définition en commun et égalitaire de
629 ces besoins vitaux nous oblige à défendre la démocratie autant dans la sphère
630 publique que dans les entreprises. Nous nommons « Révolution Citoyenne » ce
631 changement.

632 3) L'écossocialisme est le seul modèle à même de réaliser la règle verte. En
633 effet, celle-ci énonce qu'on ne peut prélever chaque année que ce que la nature est
634 à même de reproduire. Or, seul un régime de production anticapitaliste comme
635 énoncé plus haut est capable de le mettre en place.

636 4) L'écosocialisme est un projet d'action politique qui s'oppose au capitalisme.
637 Ce dernier se base sur tous types d'exploitations, engendre et privilégie la
638 domination. Pour construire l'écosocialisme, nous devons être une organisation de
639 luttes intersectionnelles et nous rapprocher de toutes les luttes égalitaires : soutenir
640 chaque piquet de grève, chaque lutte dans le monde du travail, chaque lutte contre
641 les oppressions (femmes, racisé·es, LGBTI+, handicap, etc.). Nous devons nouer
642 des liens avec les syndicats, les collectifs, les associations, c'est-à-dire les
643 premières lignes organisées contre le capitalisme. Les personnes considérées
644 comme non-productives par le Capital ont toute leur place dans la société
645 écosocialiste.

646 5) L'écosocialisme est un internationalisme. Face aux impérialismes qui
647 exploitent les peuples, nous défendons la souveraineté populaire. Face à la
648 mondialisation capitaliste, dont les conséquences climatiques menacent l'existence
649 des populations du Sud, nous défendons la coopération.

650 • 2.2. Mettre en commun pour répondre aux besoins

651 Pour répondre au choc réactionnaire et capitaliste qui est à l'œuvre à diverses
652 échelles, nous souhaitons construire un véritable projet politique de socialisation de
653 l'économie afin de répondre aux besoins écologiques et sociaux. Projet de temps
654 long, nous défendons cette vision socialiste de la société et du travail par-delà les
655 programmes électoraux de transformation sociale. Ceux-ci, prévus pour un mandat,
656 adapté au rapport de force qu'impose la situation du moment, sont nécessairement
657 limités dans leur vision. Si nous soutenons leur mise en place, notamment pour les
658 plus ambitieux, tel *L'Avenir en Commun*, notre rôle est autre : proposer un autre
659 modèle de société, une Révolution, non seulement citoyenne et politique, mais aussi
660 économique et écologique. Pour cela, nous déclinons la socialisation en trois axes :
661 la mise en place d'une Sécurité sociale extensive et universelle, le développement
662 d'une puissance publique forte au service de l'intérêt général, et l'autogestion des
663 travailleurs et travailleuses. Le tout est à construire dans le cadre d'une République
664 laïque et égalitaire.

665 2.2.1. La Sécurité sociale extensive et universelle

666 Construction du mouvement ouvrier, la Sécurité sociale couvre aujourd'hui cinq
667 branches afin de protéger les assuré·es : la maladie, les accidents du travail et
668 maladies professionnelles, la vieillesse (les retraites), la famille et l'autonomie.

669 La Sécurité sociale extensive et universelle aura pour rôle de permettre à chacune et
670 chacun d'accéder aux besoins fondamentaux dans le respect de la règle verte sur
671 tous les plans : alimentation, autonomie, chômage, santé, logement, etc. Notre
672 association doit construire et imposer nouvelle *Sécu* dans le champ politique.
673 Inventer un modèle afin de rendre gratuit pour chacune et chacun les besoins de
674 premières nécessités, afin de permettre à toutes et tous de vivre dignement, dans le
675 cadre d'un projet écosocialiste. Enfin, dans une vision élargie des ordonnances de

676 1945, il faudra inclure au sein de la *Sécu* les solidarités qui sont aujourd'hui
677 externalisées (chômage, perte d'autonomie, handicap, etc).

678 *2.2.1.A. Le 100% Sécu dans la santé*

679 Nous voulons la prise en charge intégrale des soins, du matériel médical et
680 paramédical par la Sécurité sociale ; c'est-à-dire la fin du reste à charge et l'abolition
681 des mutuelles. Ces dernières, lucratives et inefficaces, coûtent cher à la société.

682 *2.2.1.B. Garantir un logement à chacun·e*

683 Pour garantir un droit effectif au logement il faudra redéfinir l'immobilier autour du
684 concept de propriété d'usage. Une Sécurité sociale du logement pourra nous
685 débarrasser de la tyrannie des agences de location et des propriétaires lucratifs en
686 garantissant à chacun·e un toit par l'extension et la démocratisation du logement
687 social, libéré de la spéculation. Les habitant·es décideront collectivement de leurs
688 conditions de vie, la société de la planification globale de la construction et de la
689 rénovation.

690 Cette transformation radicale de nos conditions d'habitat pourra aller plus loin et
691 nous permettre de redéfinir ensemble les différents types de logements : de courte,
692 moyenne ou longue durée ; individuel ou collectif ; en mixité sociale, d'âge, de
693 validité... mais aussi le régime de l'héritage et du patrimoine ! Alors que la
694 bourgeoisie détient largement le parc immobilier, il s'agit de penser une véritable
695 réforme foncière.

696 *2.2.1.C. La Sécurité sociale de l'Alimentation (SSA)*

697 La sécurité sociale de l'alimentation est une réponse à plusieurs problèmes, sur le
698 plan sanitaire, écologique (modèle de production), économique et social (statut et
699 bien-être des agriculteur·ices). Elle s'inscrit au sein du régime général de la sécurité
700 sociale et repose sur trois piliers : universalité, cotisation, conventionnement. La
701 SSA repose sur l'idée que l'alimentation est un droit fondamental, comme la santé
702 ou l'éducation. Aujourd'hui des expérimentations se développent, en France une
703 trentaine d'expérimentation sont déjà en cours. Ces dynamiques locales doivent être
704 accompagnées, soutenues, développées pour organiser un maillage territorial et
705 permettre au plus grand nombre de connaître ce concept et d'en bénéficier. Notre
706 organisation peut participer à développer des actions pour faire connaître le concept
707 de la sécurité sociale de l'alimentation et au déploiement des expérimentations
708 locales et coopératives pour permettre un jour la mise en place d'une loi portant
709 création de cette nouvelle branche de la sécurité sociale.

710 *2.2.1.D. Le droit au chômage*

711 Le chômage est un risque inhérent au travail. À l'heure de la grande casse de ce
712 droit, de France Travail, de la précarisation du travail, nous défendons le droit absolu

712 au maintien du salaire entre deux périodes d'emploi au sein d'une Sécurité sociale
713 unifiée.

714 *2.2.1.E. L'autonomie*

715 Branche de l'actuelle Sécurité sociale, l'autonomie concerne les personnes âgées et
716 handicapées. Nous proposons d'y intégrer les dépenses aujourd'hui incluses dans le
717 budget étatique, par exemple l'allocation aux adultes handicapés (AAH), mais cela
718 ne pourra se faire sans reconsidérer le rapport à la démocratie et la représentation
719 des concerné·es par elles et eux mêmes. La branche autonomie pourra financer des
720 structures tenues par les personnes handicapées où ils et elles pourront décider de
721 leurs modes de vie et de leurs soins.

722 *2.2.1.F. Réinstaurer la démocratie sociale*

723 Nous voulons unifier la Sécurité sociale, remettre en place les élections sociales et
724 en finir avec le paritarisme employeur·euses / salarié·es : la Sécurité sociale doit
725 être gérée par les assuré·es. Il faut redonner du pouvoir aux organisations
726 syndicales des salarié·es et aux citoyen·es.

727 **2.2.2. La puissance publique au service de l'intérêt général !**

728 *2.2.2.A. Cotisations et impôts*

729 La socialisation pose la question des ressources budgétaires à mettre en commun.
730 Nous défendons le principe de séparation des ressources allouées à l'État et aux
731 collectivités d'un côté, et celles qui servent à la Sécurité Sociale de l'autre. La
732 cotisation est la ressource de cette dernière, l'impôt la ressource de la puissance
733 publique. Nous voulons donc en finir avec le financement fiscal des prestations
734 sociales (CSG¹³, CRDS¹⁴...), et garantir l'indépendance de l'URSSAF¹⁵ vis-à-vis de
735 l'État. Pour assurer la distinction, il faut sortir le patronat de la gestion de la Sécurité
736 sociale.

737 Quant à la fiscalité, pour lutter contre les inégalités, elle doit privilégier les impôts
738 progressifs plutôt que les impôts de consommation. Ceux-ci, lorsqu'ils existent,
739 doivent inciter à des productions moins polluantes. Une forte taxation des richesses
740 est un outil essentiel de l'action publique, notamment sur le patrimoine (retour à
741 l'ISF¹⁶) et l'héritage afin d'éviter la reproduction des fortunes. Il faudra une politique
742 ambitieuse de lutte contre l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux. Mais aucun
743 projet de loi de finances de rupture ne sera possible s'il n'est accompagné par un
744 renforcement conséquent des moyens humains, techniques et juridiques de
745 l'administration fiscale. Le *verrou de Bercy* doit totalement disparaître pour permettre
746 une politique pénale offensive de sanction de la fraude fiscale !

15 13Contribution sociale généralisée

16 14Contribution pour le remboursement de la dette sociale

17 15Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales

18 16Impôt de Solidarité sur la Fortune

747

2.2.2.B. La planification écologique et démocratique

748 Nous prôtons la planification écologique et démocratique comme moyen de
749 direction de l'économie, celle-ci sera bien sûr en partie dirigée par les organismes de
750 la Sécurité sociale (notamment pour le logement et l'alimentation), selon les besoins
751 locaux, mais doit aussi répondre à une cohérence et une unité, d'où le rôle de l'État.

752 Il s'agit de planifier une société de la sobriété pour sortir du consumérisme et du
753 culte du prix le plus bas. Pour cela il faudra augmenter les salaires, réorienter la
754 consommation et la production du pays par une politique industrielle ambitieuse, en
755 lien avec le nouvel aménagement du territoire que nous promouvons.

756 À court terme, il faudra conditionner les aides aux entreprises et arrêter les baisses
757 de cotisations sociales massives. L'État doit pouvoir utiliser le droit de préemption de
758 l'entreprise et des machines de manière à orienter la production et développer les
759 SCOP¹⁷. Il est nécessaire de nationaliser les secteurs industriels, financiers et
760 logistiques stratégiques pour réorienter la production. Le peuple doit pouvoir
761 s'exprimer sur ce qui relève de la nation ou du marché.

762 La réindustrialisation est un élément essentiel de la planification écologique. Si nous
763 voulons développer les énergies renouvelables, les transports en commun, réduire
764 la taille des voitures, et tout cela dans des conditions sociales et écologiques
765 exigeantes, il faudra bien être en capacité de produire ces biens. La production doit
766 être planifiée à partir des besoins de la population, et être basée sur les principes de
767 l'économie circulaire : réutiliser, réparer, recycler.

768 Dans le cadre de cette planification, il est urgent de mettre en place un plan
769 stratégique de grands travaux en partant des besoins d'intérêt général comme la
770 rénovation thermique des logements ou la réouverture et l'amélioration de lignes
771 ferroviaires partout sur le territoire, plutôt que la construction de nouvelles
772 infrastructures sans fondement dans le contexte économique actuel.

773

2.2.2.C. Garantir l'égalité d'accès aux services publics sur le territoire

774 L'accès aux besoins fondamentaux passe par un accès aux services de base pour
775 tous·tes les citoyen·nes, en métropole comme dans les Outre-Mer. Face à la
776 prédation du Capital, le service public est l'un des leviers pour promouvoir l'entraide
777 face aux logiques concurrentielles. Nous promouvons une vision basée sur la
778 coopération entre les territoires plutôt que la compétition. Chaque citoyen·ne doit
779 pouvoir accéder aux services de base à une distance et un temps raisonnable de
780 chez lui. Cela aurait un double impact : écologique et social.

781 La mise en place d'une égalité d'accès réelle est conditionnée à la refonte d'une
782 véritable politique d'aménagement du territoire, basée sur un équilibre entre une
783 vision d'État, des collectivités et la participation des citoyen·es au niveau local. Cela
784 permet la cohérence envers les besoins de la population et la fin du clientélisme,

19 17Société coopérative de production

785 encore trop répandu au sein des collectivités. Actuellement, l'État n'a plus les
786 moyens de ses ambitions pour planifier sa vision. Il faut lui en redonner une forte, qui
787 sera portée par la reconstitution d'une Délégation interministérielle à l'Aménagement
788 du Territoire et à l'Action Sociale (DATAR) puissante (du nom de l'ancienne
789 administration d'État chargée de l'aménagement du territoire). Cela passe par le
790 recrutement de fonctionnaires correctement payé-es, y compris dans les autres
791 services de l'État chargés d'assurer l'application de la politique nationale dans les
792 collectivités. Ainsi, ces services publics, d'État ou dans les collectivités locales
793 pourront avoir les moyens de leurs missions, et ne seront plus guidés par la seule
794 rentabilité.

795 Notre réflexion dans le temps long nous permet aussi de remettre en question les
796 cadres d'application de nos revendications. Ainsi, à moyen terme, nous voulons
797 profiter du passage à la VI^{ème} République pour remettre en question le découpage
798 administratif actuel. Celui-ci est issu d'un processus révolutionnaire, mais n'est plus
799 adapté aux réalités actuelles des territoires. Cette question est fondamentale pour la
800 mise en œuvre des politiques de l'État. À travers la Révolution Citoyenne et
801 l'Assemblée Constituante, nous revendiquons une nouvelle organisation basée sur
802 les bassins de vie au niveau local et les bassins versants au niveau régional.

803 Ce nouvel aménagement du territoire, en lien avec la SSA, permettra de décider
804 collectivement de l'utilisation des terres. Ainsi, les circuits courts alimentaires seront
805 favorisés, pour le bien-être des producteur-ices et des consommateur-ices.

806 Nous voulons également mettre fin à la marche forcée vers le tout numérique qui est
807 inégalitaire et accentue le non recours au droit. La numérisation ne doit pas aller de
808 pair avec le recul des implantations territoriales des guichets, mais être en
809 complément de la présence humaine, chaque citoyen et citoyenne devant avoir le
810 choix.

811 **2.2.3. La souveraineté sur notre travail**

812 Le droit du travail c'est la base de la lutte des classes. Les attaques régulières
813 contre le droit du travail et le droit syndical visent à empêcher l'organisation des
814 salarié-es et à rendre impensable un autre mode d'organisation économique. Il faut
815 défendre et faire progresser ces droits. À courte échéance, nos propositions vont en
816 premier lieu passer par une abrogation de la loi El Khomri et Pénicaud qui a détruit
817 la hiérarchie des normes au profit de la négociation dans l'entreprise prônée par les
818 libéraux : « Un accord d'entreprise doit être plus favorable qu'un accord de branche,
819 lui-même plus favorable que la loi ». La retraite doit revenir à 60 ans. La semaine de
820 travail doit s'alléger. Les congés se développer : le non travail est bénéfique pour les
821 individus et pour toute la société puisque c'est le moment où l'on crée, on partage,
822 on aide... Le contrat à durée indéterminée (CDI) doit être renforcé, car la protection
823 de l'emploi est un principe fondamental à l'émancipation des travailleurs et des
824 travailleuses, à l'encontre des visées du patronat qui tend à nous ramener aux

825 tâcherons du XIX^{ème} siècle.

826 Nous aspirons à porter une réflexion globale sur la question du travail au sein de
827 notre association et auprès des citoyens et des citoyennes. 50 ans après la lutte des
828 LIP, à l'heure des Duralex, de nouveaux horizons d'égalité doivent s'ouvrir et en
829 premier lieu la lutte des femmes, l'abolition de toutes les oppressions, la reprise en
830 main de l'outil de travail et l'unité syndicale. Le travail du *care*, celui des plateformes,
831 sujets de recherche sociale, doit également faire partie de ces réflexions, pointant
832 une nouvelle fois la place des femmes comme premières précarisées du monde du
833 travail, et ouvrant le débat sur la place dans le travail des activités au service de
834 l'intérêt général et humain. Les femmes, qui par l'organisation du travail en France
835 (salaires plus faibles que les hommes, etc.), se retrouvent souvent assignées à
836 devoir prendre en charge le travail de gestion du foyer, sans aucune compensation.

837 En tant que partisans de l'écocialisme, notre but final est une société fondée sur la
838 propriété collective des moyens de production, où ceux-ci n'appartiennent plus à une
839 poignée de capitalistes poursuivant un objectif d'accumulation irrationnelle mais
840 soient mis au service de l'intérêt général de la société toute entière, et en particulier
841 de l'intérêt général humain qu'est la préservation de l'environnement. Cela implique
842 bien sûr la souveraineté populaire afin que les services publics soient réellement au
843 service de toutes et tous. Dans les conditions d'interdépendance créées par les
844 techniques de production modernes, cela nécessite également une planification
845 centralisée et démocratique dans les secteurs stratégiques de l'économie. Cette
846 propriété sociale devra être celle des travailleuses et travailleurs associé·es qui
847 organiseront leur travail sur la base de l'égalité et du respect mutuel : l'émancipation
848 ne passe donc pas uniquement par la nationalisation mais également par
849 l'autogestion dans les collectifs de travail.

850 **2.2.4. La République, projet laïc et égalitaire pour la dignité humaine**

851 *La République et l'Universalité des droits contre les dominations*

852 Les rapports de domination ne sont pas nés avec le capitalisme, ils ne disparaîtront
853 pas avec, mais sont renforcés par ce modèle économique qui fonctionne sur
854 l'exploitation de classe.

855 « Le féminisme comme point de départ », nous disent les *Thèses de l'écocialisme*.
856 Militantes et militants de gauche, nous tenons à l'émancipation de toutes et tous
857 avec une vision antiraciste, féministe, antivalidiste et inclusive. C'est pourquoi nous
858 devons continuer à nous battre pour mettre fin aux rapports de domination. C'est
859 pourquoi nous menons un combat pour la libération sexuelle qui défend une
860 sexualité libérée de l'ordre moral hétéropatriarcal, des violences, mais aussi des
861 rapports de domination et de l'emprise du marché. C'est ainsi que nous pouvons
862 définir notre combat pour l'abolition de la prostitution mais aussi pour l'accès pour
863 toutes à une contraception gratuite et à l'avortement. L'appropriation de son corps,
864 vouloir ou ne pas vouloir avoir d'enfants est une décision personnelle. Nous

865 soutenons les combats féministes et nous militons dans les collectifs d'organisation
866 du 8 mars et du 25 novembre aux niveaux national et local. Nous devons travailler
867 ces liens en dehors de ces événements.

868 Le vivre-ensemble est devenu une lutte antiraciste. Les quartiers populaires ont une
869 spécificité sociale, qui fait un effet de loupe, et concentre les attaques racistes. Pour
870 faire face à l'idée de « grand remplacement » défendue par l'extrême-droite, il est
871 nécessaire de développer l'idée de créolisation.

872 Internationalistes, nous sommes pour la régularisation des personnes sans-papiers :
873 alors que le réchauffement climatique va forcer le déplacement de plus en plus de
874 population, l'égalité humaine n'a pas de frontières. Nous organiserons un accueil
875 digne de chacun·e pour faire société de « tout bois » : par un statut pérenne, le
876 logement, la Sécurité Sociale, une rémunération pour tous et toutes, un travail digne,
877 et une formation de qualité.

878 Le handicap est l'une des oppressions des plus violentes de la société, avec à la clé
879 pauvreté, chômage, violences médicales, sexuelles, d'État (enfermements, soins
880 contraints...), ségrégation, etc. Notre nouvelle organisation doit pouvoir s'inspirer
881 des analyses et propositions politiques du mouvement anti-validiste afin de proposer
882 une vision émancipatrice des questions de handicap. Nous devons aborder ces
883 questions sous l'angle du modèle social du handicap, à savoir une définition de
884 celui-ci comme l'inadaptation de la société aux particularités des différentes
885 personnes (définition qui est donc non-médicale). Nous pouvons y ajouter une
886 analyse sur les critères d'utilité économique d'une personne en régime capitaliste.
887 N'ayons pas la prétention de tout savoir ou ré-écrire sur le sujet, nous pouvons nous
888 rapprocher des collectifs anti-validistes voire anti-psychiatrie qui existent qui
889 travaillent sur le sujet avec comme revendications : la désinstitutionnalisation, la vie
890 autonome, la lutte contre le validisme, l'autogestion.

891 Toutes ces discriminations se combattant aussi grâce à une politique volontariste
892 pour l'égalité salariale (femmes, personnes LGBTI+, handicapé·es et racisé·es, etc.).

893 Pour donner consistance à l'égalité réelle, pour l'universalité des droits entre tous les
894 êtres humains, nous défendons l'Assemblée Constituante comme méthode pour
895 révolutionner la vie politique française et refonder une VI^{ème} République sociale,
896 écologique et laïque. Nous travaillerons au local et au national les liens avec les
897 collectifs de lutte contre toutes les dominations.

898 *L'éducation et la recherche, base de la citoyenneté*

899 La société écosocialiste que nous voulons bâtir nécessite de proposer une autre
900 vision de l'éducation. L'école n'a pas pour objectif de mettre la jeunesse au pas pour
901 l'orienter vers les besoins du Capital, mais elle a pour objectif d'émanciper chaque
902 élève. Il est donc urgent de répondre aux réels besoins des établissements
903 scolaires ! De plus, il convient de poursuivre la construction d'un projet politique en

904 faveur de la jeunesse. Les jeunes montrent qu'ils n'ont pas besoin de la « culture de
905 l'engagement » vendue par le SNU pour s'engager dans la société !

906 En accord avec les propositions des syndicats de l'Éducation Nationale, de la
907 Jeunesse et des Sports, nous revendiquons donc l'abandon total du SNU et le
908 redéploiement des moyens du SNU vers les structures d'accueil de jeunes,
909 d'éducation populaire, de l'école, de la vie associative et sportive. Nous défendons
910 l'enseignement professionnel, élément essentiel de la planification écologique, avec
911 le retour du baccalauréat professionnel en 3 ans et l'ouverture de lycées. Nous
912 développerons également les cursus BTS/DUT¹⁸, licence Pro et École
913 d'ingénieur/Masters. Cela passera par l'abrogation de Parcours Sup/LRU¹⁹ et de la
914 réforme du baccalauréat. Pour mettre tout cela en place, il faudra accorder une
915 attention particulière au bien-être des élèves comme des enseignant-es et du
916 personnel. Cela passera par la gratuité de l'école, y compris du transport scolaire et
917 de la cantine, ainsi que la diminution du nombre d'élèves par classe, l'augmentation
918 de la présence des adultes dans les établissements scolaires, avec l'obligation d'au
919 moins une infirmière scolaire par établissement. De plus, il est nécessaire de lancer
920 enfin des grands travaux pour la nécessaire rénovation des locaux.

921 Côté enseignement supérieur, il faut en finir avec la précarité étudiante avec la mise
922 en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de plus de 18 ans, et plus de
923 16 ans pour celles et ceux qui sont en filière professionnelle. Il faut aussi renforcer
924 les pôles médico-sociaux. Nous devons sortir de la logique du processus de Bologne
925 pour les universités et la recherche en commençant par abroger les lois Pécresse et
926 Fioraso sur l'autonomie des universités. L'État doit mettre les moyens dans les
927 universités, les IUT et l'ensemble des établissements pour accueillir dignement le
928 nombre d'étudiant-es. Nous appelons à la fin de la logique du financement par appel
929 à projet pour la recherche. Les organismes de recherche publique, CNRS²⁰, INRIA²¹
930 et INSERM²² ainsi que les laboratoires des universités auront des dotations afin de
931 pouvoir effectuer leurs travaux de recherche et ainsi ne plus passer une grande
932 partie de leur temps de travail à courir après les financements en répondant à des
933 appels à projet. Il faut redonner du temps long, celui de la recherche fondamentale,
934 parfois nécessaire à nos chercheurs et nous sortir de cette politique du financement
935 quasiment exclusif de la recherche par application pour répondre au besoin des
936 entreprises.

937 *Garantir l'accès à la culture à toutes et tous*

938 Enfin, nous nous engageons pour la mise en place d'un véritable service public de la
939 culture. Le désengagement de l'État produit une inégalité sociale et territoriale. Ce
940 phénomène va à l'encontre des principes de diversité et de démocratisation

20 18Brevet de Technicien Supérieur/Diplôme Universitaire de Technologie

21 19Loi relative aux libertés et responsabilités des universités

22 20Conseil national de la recherche scientifique

23 21Institut national de la recherche en informatique et en automatique

24 22Institut national de la santé et de la recherche médicale

941 culturelles. Nous défendons une politique culturelle ambitieuse, capable de répondre
942 à ces principes afin que chaque citoyen puisse accéder à une offre plurielle et
943 émancipatrice. L'État doit pouvoir être en mesure de financer des projets et des
944 infrastructures notamment à travers ses Directions Régionales des Affaires
945 Culturelles (DRAC), véritables relais de la culture sur le territoire. Sans une politique
946 globale et sans investissement financier, la culture ne cessera d'être récupérée par
947 des intérêts particuliers au détriment des citoyen·es. Défendre un service public
948 centralisé de la culture, c'est défendre l'égalité de l'accès à la culture pour tous et
949 toutes.

950 *Se protéger de l'extrême-droite et des réactionnaires !*

951 Face à l'extrême-droite, qui défend tout ce contre quoi nous luttons, nous devons
952 développer et défendre notre projet politique notamment :

953 -contre le sentiment de délaissement par l'État, en luttant ardemment pour le
954 maintien des services publics locaux,

955 - en défendant notre projet écosocialiste pour répondre à la crise sociale,

956 - en encourageant la création de structures de lien social partout en France,

957 - en luttant pour l'inclusion et la protection des personnes,

958 - en informant sur le risque que comporte l'extrême-droite.

959 Dans un contexte politique de plus en plus violent, dans une Europe où l'extrême-
960 droite accède au pouvoir, où elle gouverne déjà en France dans les idées et les
961 pratiques, nous devons, nous militant·es, nous former à la critique et à la
962 déconstruction de ces discours. Mais cela ne suffit pas, nous avons la nécessité de
963 construire une autodéfense politique, physique et numérique. Les liens avec les
964 organisations antifascistes sont à développer sans cesse. Le mouvement ouvrier et
965 égalitaire doit être en mesure de se défendre !

966 • **2.3. Notre méthode : une organisation écosocialiste**

967 2.3.1. Le temps long comme stratégie politique

968 2.3.1.A. *La méthode de l'éducation populaire.*

969 Il appartient à notre association de s'imposer en permanence l'auto-critique
970 rigoureuse de ses pratiques militantes. Dans notre façon d'intervenir dans l'espace
971 public (citées, porteurs de parole, agitprop théâtralisée ou chantée, débats
972 mouvants...).

973 Nous veillerons aussi à ce que chaque militant·e trouve son pouvoir d'agir en tant
974 que sujet politique : dans une posture de documentation politique et d'analyse de la
975 complexité du monde, de déconstruction des biais idéologiques, et d'autonomie,
976 d'imagination, d'initiative et de créativité pour alimenter la bataille des idées, et

977 renforcer la force de mobilisation et de transformation que notre association doit
978 porter. Ainsi, le rôle des cellules de bases, les comités, doit être fondé autour du
979 triptyque : délibération, formation, action.

980 Nous nous appuyons sur la méthode de l'éducation populaire présente dans les
981 statuts de notre organisation i, afin de développer le savoir critique de chacun·e.

982 La culture de l'éducation populaire fournit une batterie d'outils pour dépasser le
983 conflit sans l'étouffer. Reconnaissons que l'émancipation vis-à-vis des forces
984 opprimantes passe autant par un rapport de force institué que par la décolonisation
985 de nos propres imaginaires.

986 Nous nous refusons à réinventer la poudre : fort d'une longue histoire d'auto-
987 éducation, d'auto-organisation, voire d'auto-défense, le mouvement ouvrier fournit en
988 tant que tel une formidable matrice de pratiques qu'il s'agit tantôt de prolonger, tantôt
989 de dépoussiérer, tantôt de redécouvrir. Des institutions qui ont permis de maintenir
990 la flamme de l'éducation populaire malgré l'offensive libérale (Ligue de
991 l'enseignement, Peuple et culture, entre autres) devront continuer de nous inspirer,
992 et de nous enrichir dans un dialogue fraternel.

993 *2.3.1.B. Repenser une stratégie internationale.*

994 La Bifurcation doit construire des liens avec les organisations sœurs. À ce titre,
995 nous nous engageons à entamer au plus vite le travail de planification sur plusieurs
996 années et par la suite de mise en œuvre d'un réseau international rouge-vert fondé
997 autour de l'écosocialisme. Ce réseau international, soucieux de l'égalité et de la
998 solidarité entre les peuples, doit ouvrir une voie en permettant les échanges
999 d'expérience, la solidarité face à toutes les oppressions, et le soutien dans les luttes
1000 qui visent à la mise en œuvre de politiques écosocialistes.

1001 Face au risque de confrontation généralisée, nos positions sont : non alignement,
1002 respect du droit international et fermeté sur nos positions et nos principes. Pour ce
1003 faire, il existe un outil incontournable : l'ONU²³. C'est la seule organisation incluant
1004 l'ensemble des pays de la planète. Nous défendons cette instance pour régler les
1005 conflits entre les peuples mais aussi toutes les autres initiatives qui visent à
1006 promouvoir, réellement, la paix et l'entraide entre les peuples.

1007 Au niveau européen, les idéaux internationalistes, pacifistes et écosocialistes se
1008 heurtent à des projets réactionnaires, néolibéraux et impérialistes comme l'Europe
1009 de la Défense, les règles budgétaires austéritaires ou les politiques anti-migrant·es.
1010 Aucune perspective émancipatrice ne peut naître d'une Europe austéritaire qui fait le
1011 lit des forces réactionnaires et bellicistes.

1012 Si l'Union européenne reste ce carcan austéritaire, la situation politique n'est plus la
1013 même. L'extrême-droite est arrivée au pouvoir dans plusieurs pays (Hongrie,

1014 Italie...), l'inflation est passée par là, l'Europe connaît à nouveau la guerre. La
1015 stratégie européenne de notre parti est un sujet pour les élections présidentielles et
1016 législatives. Nous pouvons et devons prendre le temps d'y réfléchir à nouveau : que
1017 faire lorsque nous prendrons le pouvoir en France si les marchés nous agressent ?
1018 Que faire face à l'extrême-droite en Europe ? Que faire si on se retrouve dans une
1019 Union Européenne partagée entre libéraux et réactionnaires ? Que faire face aux
1020 impérialismes russe et américain ? Il faut coupler à notre analyse l'expérience du
1021 Brexit. Notre association devra penser sa stratégie européenne au vu du nouveau
1022 contexte européen. Ce travail en lien avec les camarades des partis et syndicats
1023 d'Europe, la société civile, des intellectuel·les, pour construire notre pensée.
1024 Souvent, celle de la gauche qui souvent s'est arrêtée à la crise de la dette et à
1025 l'offensive de la Troïka contre la Grèce.

1026 2.3.2. Le rôle de La Bifurcation

1027 La Bifurcation se doit d'être une organisation politique au plus près des citoyen·nes,
1028 travailleuses et travailleurs, des collectifs, associations et syndicats afin d'élaborer
1029 un programme politique en lien avec les réalités sociales et économiques. C'est la
1030 condition nécessaire afin de mettre en place une véritable République écosocialiste.

1031 Cette vision politique de temps long de l'association doit être le socle à partir duquel
1032 nous pourrions construire des relations durables avec les organisations-sœurs en
1033 France comme à l'international.

1034 Concernant les élections, nous devons mettre à profit les périodes creuses pour
1035 générer et accompagner des mobilisations militantes à l'aide de l'éducation
1036 populaire notamment sur les sujets liés à l'écosocialisme. Pour notre association, les
1037 élections intermédiaires sont essentielles pour la construction politique et
1038 démocratique en France. Elles permettent de préparer la prise de pouvoir au à
1039 l'échelle nationale. Ces élections doivent également être un moment de coopération
1040 avec les autres forces progressistes locales.

1041 Le La Bifurcation est également le lieu des batailles culturelles. Ces dernières
1042 doivent être menées en fonction des réalités citées précédemment et décidées
1043 démocratiquement par les militant·es. En effet, le La Bifurcation doit aussi être le lieu
1044 de l'expression politique pour chacun·e.

1045 La participation à la démocratie interne, la lutte de terrain, la capacité à nouer des
1046 accords politiques, la compréhension des enjeux politiques, nous obligent à penser
1047 La Bifurcation comme un haut lieu de formation politique et d'éducation populaire
1048 pour les militant·es. Cela peut passer par l'organisation de temps forts.

1049 Garde-fou, contre-pouvoir, résistance : s'organiser reste la meilleure réponse
1050 démocratique à tous contextes politiques pour militer en sécurité.

1051 • 2.4. La camaraderie comme point de départ

1052 2.4.1. S'adapter aux réalités militantes

1053 L'action politique de court terme n'est valable que parce qu'elle s'inscrit dans le
1054 temps long. Il est normal que tout le monde n'ait pas les mêmes disponibilités, ne
1055 puisse pas se consacrer de la même façon au militantisme, et que le temps pour
1056 militer puisse évoluer dans une année ou une vie. Nous devons également être
1057 conscient·es de nos nouvelles réalités : il devient de plus en plus difficile de militer
1058 dans un temps imposé par le capitalisme, où il faut être disponible à chaque instant,
1059 où le quotidien devient un combat de chaque jour. De plus, la violence du système
1060 rend nos combats toujours plus difficiles. Il est de notre devoir de protéger nos
1061 camarades de l'épuisement militant.

1062 Il est nécessaire également de prendre en compte l'implication de chacun·e dans
1063 d'autres sphères militantes. L'offensive néolibérale a attaqué nos conquies sociaux et
1064 notre temps libre. Le La Bifurcation doit s'adapter à ces réalités.

1065 Le La Bifurcation a pour but l'émancipation collective et lutte contre toutes les formes
1066 de domination dans la société. Les combattre à grande comme à petite échelle
1067 signifie avant tout reconnaître qu'elles peuvent se reproduire en interne. Nous
1068 défendons une association d'action et d'apprentissage mutuel. Créons des espaces
1069 pour rendre ces observations possibles, apprenons à prévenir ensemble ces
1070 violences pour permettre à toutes et tous de militer et de se former dans les
1071 meilleures conditions. Nous devons être en capacité de mettre en place des garde-
1072 fous pour favoriser ces pratiques inclusives et écouter les signaux d'alerte lorsqu'ils
1073 sont tirés.

1074 Dans notre militantisme, il importe de prime abord de mettre en accord notre
1075 discours et nos pratiques. Ainsi, la multiplication d'espaces de parole et de formation
1076 permet d'interroger et repenser en permanence les pratiques militantes. Ceci
1077 donnera l'occasion d'adapter les temps militants et collectifs pour permettre à tous et
1078 toutes de militer en fonction de ses moyens et capacités. Nous devons veiller
1079 collectivement à:

1080 - la mise en place des temps de rotation / remplacement pour les absences un peu
1081 longues (suppléant·es pour les responsables...),

1082 - faire tourner les responsabilités pour favoriser la montée en compétence, éviter la
1083 concentration du pouvoir et l'épuisement militant,

1084 - remettre en pratique ce que nous défendons dans l'éducation populaire et les luttes
1085 contre les oppressions notamment des prises de paroles égales et alternées selon le
1086 genre,

1087 - varier les temps / lieux de réunion pour s'adapter aux emplois du temps et lieux de
1088 vie de chacun·e,

- 1089 - organiser des gardes d'enfants militant·es pour les parents (surtout isolé·es) lors
1090 des réunions (un·e ou deux camarades qui alternent à chaque réunion),
1091 - se former aux pratiques d'animation de réunion et d'éducation populaire.

1092 2.4.3. Lutter contre tous les systèmes de domination

1093 Les systèmes de domination (patriarcat, hétéro et cisnormativité, racisme...) peuvent
1094 se retrouver au sein de notre organisation. Par exemple, porter un autocollant violet
1095 deux fois par an ne fait pas de nous des féministes. Cela demande une remise en
1096 question quotidienne de nos pratiques qui n'est pas évidente mais qu'il faut accepter
1097 de faire, et de sortir de nos préconçus et de nos certitudes. Il en est de même pour
1098 toutes les oppressions. Pour lutter contre, il n'est pas possible de se reposer sur la
1099 bonne volonté des camarades. Il faut que La Bifurcation organise, accompagne et
1100 donne les outils de notre émancipation à tous·tes. A ce jour, la question de la lutte
1101 contre le patriarcat est celle qui est la plus mise en avant, mais ne doit pas occulter
1102 toutes les autres.

1103 Plusieurs outils existent qu'il faut développer :

- 1104 - l'autodéfense, notamment féministe en non-mixité. Dans le cadre de La
1105 Bifurcation, nous revendiquons qu'il est incontournable de continuer à
1106 remettre en question nos pratiques, à appuyer toutes les techniques
1107 d'animation de réunion permettant l'inclusion de chacun·e, les formations au
1108 féminisme mais également l'autodéfense féministe en non mixité.
1109 L'autodéfense féministe a pour objectif de donner aux femmes les moyens –
1110 physiques, émotionnels, mentaux – de se défendre face à toutes les formes
1111 d'agression, des plus subtiles (une remarque sexiste) aux plus évidentes (un
1112 viol). La non mixité dans cette situation permet de mettre en place des
1113 dispositifs de défense que seules les premières concernées maîtrisent. Ne
1114 nous libérez pas, on s'en charge !
1115 - la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Nous pensons aussi qu'un
1116 protocole de suivi pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles doit
1117 être mis en place, accompagné par des spécialistes extérieures.

1118 - Construction en inter-organisations de partage et d'analyse sur le traitement des
1119 violences sexistes et sexuelles. La question de la gestion de telles situations reste
1120 encore récente et toutes les organisations politiques continuent à s'améliorer en
1121 tâtonnant. Il semble raisonnable de trouver une solution collective pour le traitement
1122 de cas de violences sexistes et sexuelles. C'est en cours.

1123 D'autres devront être développées et nourries par des échanges avec des
1124 associations d'autres oppressions telles qu'antiracistes, luttant contre l'homophobie
1125 et la transphobie, lutte pour les droits des personnes en situation de handicap afin
1126 d'assurer la sécurité et l'émancipation de tous et toutes au sein de notre
1127 organisation.

1128 Notre organisation doit être le lieu de la construction collective et du débat d'idées.
1129 Dans un contexte politique violent, La Bifurcation doit pouvoir accueillir celles et ceux
1130 qui se retrouvent dans les idées écosocialistes et qui souhaitent construire ensemble
1131 une vision de long terme.